



**PRÉFET
D'INDRE-
ET-LOIRE**

*Liberté
Égalité
Fraternité*

**Direction Régionale de l'Environnement,
de l'Aménagement et du Logement
Centre-Val de Loire**

Unité interdépartementale d'Indre-et-Loire et de Loir-et-Cher
34, avenue du Maréchal Maunoury
41000 Blois

Blois, le 10/10/2024

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 26/09/2024

Contexte et constats

Publié sur **GÉORISQUES**

AGRIAL

4 rue des Roquemonts
14000 Caen

Références : LSAEX 2024-704
Code AIOT : 0010003930

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 26/09/2024 dans l'établissement AGRIAL implanté Les Grands Prés - les Marsandes 9 rue des Champs Gibert 37260 Villeperdue. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- AGRIAL
- Les Grands Prés - les Marsandes 9 rue des Champs Gibert 37260 Villeperdue
- Code AIOT : 0010003930
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Non

Les silos exploités sur la commune de Villeperdue sont soumis à Autorisation pour leurs activités de stockage de céréales sous la rubrique n°2160.

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'Inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - ◆ le constat établi par l'Inspection des installations classées ;
 - ◆ les observations éventuelles ;
 - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'Inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
 - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
 - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection ⁽¹⁾	Proposition de délais
1	Prévention des risques d'incendie et d'explosion	Arrêté Ministériel du 29/03/2004, article 9	Demande d'action corrective, Demande de justificatif à l'exploitant	2 mois
2	Prévention des risques d'incendie et d'explosion	Arrêté Ministériel du 29/03/2004, article 9	Demande d'action corrective, Demande de justificatif à l'exploitant	2 mois
6	Moyens de lutte contre les incendies	AP Complémentaire du 21/04/2006, article 25	Demande d'action corrective, Demande de justificatif à l'exploitant	2 mois

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
3	Dispositions générales	Arrêté Préfectoral du 21/04/2006, article 12	Sans objet
4	Moyens de lutte contre l'incendie : procédures d'intervention	Arrêté Ministériel du 29/03/2004, article 11	Sans objet
5	Nettoyage des installations	Arrêté Ministériel du 29/03/2004, article 13	Sans objet
7	asservissement aspiration/manutention	Arrêté Ministériel du 29/03/2004, article 15	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

Les constats relevés lors de cette inspection sont détaillés dans les tableaux ci-dessous.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Prévention des risques d'incendie et d'explosion

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 29/03/2004, article 9
Thème(s) : Risques accidentels, Contrôle et entretien des installations électriques
Prescription contrôlée : [...] Dans les locaux de l'établissement susceptibles d'être à l'origine d'incendies, notamment lorsqu'ils ont été identifiés dans l'étude de dangers, les installations électriques, y compris les

canalisations, doivent être conformes aux prescriptions de l'article 422 de la norme NF C 15-100 relative aux locaux à risque d'incendie.[...]L'exploitant doit tenir à la disposition de l'Inspection des Installations Classées un rapport annuel. Ce rapport est constitué des pièces suivantes :

- l'avis d'un organisme compétent sur les mesures prises pour prévenir les risques liés aux effets de l'électricité statique et des courants vagabonds ;
- l'avis d'un organisme compétent sur la conformité des installations électriques et du matériel utilisé aux dispositions du présent arrêté ;

Un suivi formalisé de la prise en compte des conclusions du rapport doit être tenu à la disposition de l'Inspection des installations classées.[...]

Constats :

L'exploitant a présenté un rapport de vérification des installations électriques effectué par l'agence APAVE, rapport référencé 0726096-008-1, au titre du code du travail, des silos 1 et 2 durant la période du 12 au 13 juin 2023. Ce rapport fait état de **56** observations pour la plupart **récurrentes**.

Le rapport contient également des limites d'interventions générales:

"Pour des raisons d'exploitation et à la demande du responsable du site:

- *L'inspection hors tension des matériels HT non effectuée pour motif de continuité d'exploitation.*
- *Les essais de fonctionnement des dispositifs différentiels à courant résiduel (DDR) non effectués pour motif de continuité d'exploitation"*

L'exploitant a présenté le compte rendu Q18 relatif à ce contrôle. Ce compte rendu conclut que l'installation électrique de l'établissement peut entraîner des risques d'incendie ou d'explosion.

Constat: L'exploitant n'a pas mis en œuvre les mesures correctives nécessaires à la levée de l'ensemble des observations émises par l'agence APAVE dans le cadre de la vérification du 12 juin au 13 juin 2023 des installations électriques de son site de Villeperdue.

Outre ce constat, l'organisme de contrôle fait mention de points relatifs à la limite de sa vérification.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

L'exploitant doit mettre en place un plan d'action pour résorber l'ensemble des anomalies électriques de son établissement afin de respecter les réglementations et les normes électriques en vigueur.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Demande d'action corrective, Demande de justificatif à l'exploitant

Proposition de délais : 2 mois

N° 2 : Prévention des risques d'incendie et d'explosion

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 29/03/2004, article 9

Thème(s) : Risques accidentels, Protection contre le risque foudre

Prescription contrôlée :

Le silo est efficacement protégé contre les risques liés à la foudre. Les mesures de protection contre le risque foudre mis en place répondent aux dispositions de la section III de l'arrêté ministériel du 4 octobre 2010 modifié.

Le silo ne doit pas disposer de relais, d'antenne d'émission ou de réception collective sous ses toits, excepté si une étude technique justifie que les équipements mis en place ne sont pas source d'amorçage d'incendie ou de risque d'explosion de poussières. Les conclusions de cette étude doivent être prises en compte dans l'étude préalable relative à la protection contre la foudre.

Constats :

Le dernier contrôle de vérification des systèmes de protection contre les effets de la foudre date de 07/2021.

Pour mémoire l'article 21 de l'AM du 04/10/2010 impose à l'exploitant une vérification visuelle annuellement ainsi qu'une vérification complète tous les deux ans réalisées par un organisme compétent.

Constat: L'exploitant ne fait pas réaliser périodiquement la vérification de son système de protection contre la foudre.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

L'exploitant transmet à l'inspection des installations classées les justificatifs permettant de répondre au constat formulé. En cas de sollicitation de délais de mise en œuvre des actions correctives en réponse à ce constat, l'exploitant transmet à l'inspection des installations classées un plan d'actions dûment motivé.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Demande d'action corrective, Demande de justificatif à l'exploitant

Proposition de délais : 2 mois

N° 3 : Dispositions générales

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 21/04/2006, article 12

Thème(s) : Risques accidentels, Travaux par point chaud et permis de feu

Prescription contrôlée :

La réalisation de travaux susceptibles de créer des points chauds doit faire l'objet d'un permis de feu, délivré et dûment signé par l'exploitant ou par la personne qu'il aura nommément désignée et par le personnel devant exécuter les travaux.

Une consigne relative à la sécurité des travaux par points chauds est établie et respectée ; elle précise notamment les dispositions qui sont prises avant, pendant et après l'intervention.

Le permis de feu est délivré après avoir soigneusement inspecté le lieu où se dérouleront les travaux, ainsi que l'environnement immédiat. Le permis rappelle notamment :

- les motivations ayant conduit à la délivrance du permis de feu ;
- la durée de validité ;
- la nature des dangers ;

- le type de matériel pouvant être utilisé ;
- les mesures de prévention à prendre ;
- les moyens de protection mis à la disposition du personnel effectuant les travaux, par exemple la proximité d'un extincteur adapté au risque, ainsi que les moyens d'alerte.

Constats :

Un contrôle par sondage d'un exemplaire de permis de feu a été réalisé.

Cet exemplaire rédigé est complet. Il liste l'ensemble des mesures de prévention et de protection à mettre en œuvre, telles que celles rappelées dans la note de service AGRIAL du 26 mars 2021, et le guide de l'état de l'art sur les silos.

Constat: Pas de non-respect constaté.

Type de suites proposées : Sans suite

N° 4 : Moyens de lutte contre l'incendie : procédures d'intervention

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 29/03/2004, article 11

Thème(s) : Risques accidentels, Procédures d'intervention pour la gestion des situations d'urgence

Prescription contrôlée :

[...] Des procédures d'intervention pour la gestion des situations d'urgence sont rédigées par l'exploitant et communiquées aux services de secours. Elles doivent notamment comporter le plan des installations avec indication:

- des phénomènes dangereux (incendie, explosion, etc.) susceptibles d'apparaître ;
- les mesures de protection définies à l'article 10 ;
- les moyens de lutte contre l'incendie ;
- les dispositifs destinés à faciliter l'intervention des services d'incendie et de secours.

les stratégies d'intervention en cas de sinistre ; et le cas échéant :

- la procédure d'inertage ;
- la procédure d'intervention en cas d'auto-échauffement. "

Constats :

L'exploitant a présenté un plan d'intervention (daté de 2021).

Ce plan d'intervention définit les procédures à suivre pour la gestion des situations d'urgence (incendie/échauffement...)

Ce plan comporte notamment:

- 4 fiches d'alerte (HO, HNO, message, organigramme)
- 3 fiches réflexes (responsable de site, directeur des secours, cellule de crise)
- 3 fiches incidents (auto-échauffement, incendie, inertage)
- Plans du site

Constat: Pas de non-respect constaté.

Type de suites proposées : Sans suite

N° 5 : Nettoyage des installations

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 29/03/2004, article 13
--

Thème(s) : Risques accidentels, Nettoyage

Prescription contrôlée :

Tous les silos ainsi que les bâtiments ou locaux occupés par du personnel sont débarrassés régulièrement des poussières recouvrant le sol, les parois, les chemins de câbles, les gaines, les canalisations, les appareils et les équipements et toutes les surfaces susceptibles d'en accumuler. La fréquence des nettoyages est fixée sous la responsabilité de l'exploitant et précisée dans les procédures d'exploitation.

Les dates de nettoyage doivent être indiquées sur un registre tenu à la disposition de l'inspection des installations classées.

[...]

Constats :

L'inspection a constaté que les installations de site étaient propres (ciel des cellules, tour de manutention, galerie de reprise, galerie de liaison).

Le responsable du silo a indiqué que la fréquence de nettoyage du silo dépend de l'activité. Cette fréquence de nettoyage est définie dans les procédures d'exploitation du site.

L'inspection a consulté le registre de nettoyage. Ce registre indique des nettoyages réguliers.

Constat: Pas de non-respect constaté.

Type de suites proposées : Sans suite

N° 6 : Moyens de lutte contre les incendies

Référence réglementaire : AP Complémentaire du 21/04/2006, article 25

Thème(s) : Risques accidentels, Extincteurs et poteau incendie
--

Prescription contrôlée :

Les silos doivent être pourvus en moyens de lutte contre l'incendie adaptés aux risques encourus, en nombre suffisant et correctement répartis sur la superficie à protéger, notamment :

- d'un ou de plusieurs appareils d'incendie (bouches, poteaux, ...) publics ou privés dont un est implanté à 200 mètres au plus du danger, ou de points d'eau, bassins, citernes, etc., d'une capacité en rapport avec le danger à combattre ; sauf justifications contraires cette capacité ne pourra être inférieure à un débit d'eau correspondant à 120 m3/heure pendant 2 heures ; En cas de recours au réseau public, l'exploitant s'assure par des essais réguliers de la disponibilité de cette ressource au débit et à la pression nécessaires ;
- d'extincteurs adaptés, répartis à l'intérieur des locaux, sur les aires extérieures et les lieux présentant des dangers spécifiques, à proximité des dégagements, bien visibles et facilement accessibles ;

[...]

Les installations de protection contre l'incendie doivent être correctement entretenues et

<p>maintenues en bon état d'entretien.</p> <p>Elles doivent faire l'objet de vérifications périodiques.</p> <p>[...]</p> <p>Les cellules de stockage des silos béton fermées (silo n°3) sont équipées de piquages afin de permettre l'inertage par injection de gaz en cas d'incendie dans la cellule .</p> <p>Ces piquages sont compatibles avec ceux utilisés par les pompiers permettant l'introduction du gaz en partie basse des cellules.</p>
<p>Constats :</p> <p>L'exploitant a présenté un rapport de vérification périodique de son parc d'extincteurs effectué par la société EUROFEU en date du 6/06/2024. Ce rapport n'appelle pas d'observations.</p> <p>L'exploitant a présenté un rapport de vérification du poteau incendie présent sur son site. Ce rapport date du 14/05/2024 et n'appelle pas d'observations.</p> <p>L'exploitant a présenté un procès verbal d'intervention sur parc de type colonne effectué par la société EUROFEU en date du 14/05/2024. Un essai hydrostatique a été réalisé lors de ce contrôle. Ce rapport fait état d'une anomalie sur la colonne sèche située au niveau de l'accueil du site.</p> <p>En effet, le raccord d'alimentation de la colonne sèche n'est pas facilement accessible aux sapeurs-pompiers.</p> <p><u>Constat: Le raccord d'alimentation de la colonne sèche située au niveau de l'accueil n'est pas facilement accessible par les sapeurs-pompiers.</u></p>
<p>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</p> <p>L'exploitant transmet à l'inspection des installations classées les justificatifs permettant de répondre au constat formulé. En cas de sollicitation de délais de mise en œuvre des actions correctives en réponse à ce constat, l'exploitant transmet à l'inspection des installations classées un plan d'actions dûment motivé.</p>
<p>Type de suites proposées : Avec suites</p>
<p>Proposition de suites : Demande d'action corrective, Demande de justificatif à l'exploitant</p>
<p>Proposition de délais : 2 mois</p>

N° 7 : asservissement aspiration/manutention

<p>Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 29/03/2004, article 15</p>
<p>Thème(s) : Risques accidentels, Double asservissement aspiration / manutention</p>
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Les filtres à manche sont protégés par des événements (sauf impossibilité technique), qui, dans la mesure du possible, débouchent sur l'extérieur.</p> <p>Les systèmes de dépoussiérage et de transport des produits sont conçus de manière à limiter les émissions de poussières. Ils sont équipés de dispositifs permettant la détection immédiate d'un incident de fonctionnement et l'arrêt de l'installation.</p> <p>Les installations de manutention sont asservies au système d'aspiration avec un double asservissement:</p> <p>elles ne démarrent que si le système d'aspiration est en fonctionnement, et, en cas d'arrêt du système d'aspiration, le circuit doit immédiatement passer en phase de vidange et s'arrêter une</p>

fois la vidange terminée, ou s'arrêter en cas d'arrêt du système d'aspiration, après une éventuelle temporisation adaptée à l'exploitation.
Les transporteurs à bandes sont équipés de bandes non propagatrices de la flamme.

Constats :

Le contrôle par sondage du fonctionnement des installations de transfert des céréales et du système de dépoussiérage n'appelle pas d'observations.
Un état récapitulatif de l'ensemble des contrôles effectués concernant le fonctionnement des installations de transfert des céréales et du système de dépoussiérage est joint en annexe de ce rapport.

Constat: pas de non-respect constaté.

Type de suites proposées : Sans suite